

[Imputation budgétaire]  
[Donnée 2]  
[Donnée 3]  
[Donnée 4]



Ministère de [...]

**Arrêté n° [...]**  
**portant avancement de grade et classement**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre V de la partie législative ;

Vu le [...] ;

(\*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)\*)

Vu la liste en date du (à saisir) des lauréats du concours professionnel pour l'accès au grade de : [...] au titre de l'année (à saisir) ;

(\*SI L'AGENT(E) EST PROMU(E) PAR VOIE DE CONCOURS PROFESSIONNEL\*)

Vu la liste en date du (à saisir) établie suite à une sélection par examen professionnel pour l'accès au grade de : [...] au titre de l'année (à saisir) ;

(\*SI L'AGENT(E) EST PROMU(E) APRES EXAMEN PROFESSIONNEL\*)

Vu le tableau d'avancement au grade de : [...] au titre de l'année (à saisir),

(\*SI L'AGENT(E) EST PROMU(E) AU CHOIX OU APRES EXAMEN PROFESSIONNEL\*)

**Arrêt[e] :**

**Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], bénéficie d'un avancement au grade de : [...] et est classé[e] dans les conditions suivantes :

- Date d'effet : [...]
- Spécialité : [...]
- Echelon : [...]
- Ancienneté conservée dans l'échelon : [...]
- Bonification d'ancienneté : [...]
- Echelle lettre : [...]
- Chevron : [...]
- Ancienneté conservée dans le chevron : [...]
- Indice brut : [...]
- Indice majoré de carrière : [...]
- Indice majoré de rémunération : [...]
- Indice de pension civile : [...]

**Article 2** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]